

L'enjeu ?

— Le coût réel de la viande —

Résumé du Rapport

Rapport complet : <http://globalforestcoalition.org/whats-at-steak/>

Le présent rapport vise à décrire les nombreuses façons dont l'élevage industriel a une influence sur nos vies et l'environnement, et argue que—précisément parce que cela soulève tant de problèmes—modifier le secteur de l'élevage industriel devrait être l'objectif principal non seulement de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, mais également des Parties à la Convention sur la Diversité biologique et de la Convention-cadre des Nations unies sur le Changement climatique. Pour dire les choses simplement, modifier la façon dont nous produisons la viande et les produits laitiers ainsi que la quantité que nous en consommons, pourrait permettre assez facilement d'avoir d'importantes répercussions "gagnant-gagnant"—pour les gens, y compris les paysans et les femmes, pour les forêts et la biodiversité, pour les animaux et pour le climat.

En effet, le secteur actuel de l'élevage est l'un des principaux responsables de la perte des forêts et de la biodiversité comme du changement climatique. Il représente également une menace pour les producteurs d'aliments à petite échelle dans le monde, pour une nourriture saine et nourrissante disponible pour tous. Il contribue déjà pour environ 14.5% des émissions

totales des gaz à effet de serre. Jusqu'à présent, ces impacts ont fait l'objet de peu d'attention, mais l'inquiétude est croissante. Nous avons pour objectif d'aider à braquer les projecteurs sur ce secteur négligé en examinant ce qui se passe sur le terrain dans cinq pays : la Bolivie, le Brésil, l'Inde, le Paraguay, et la Russie.

Il s'agit d'une question urgente car la production animale (concernant le pâturage et les cultures vivrières) représente déjà la plus grande partie de l'occupation des sols agricoles dans le monde. Selon cette perspective, et sans aucune mesure de correction, la demande globale de produits animaux devrait croître de 70% d'ici 2050. Dans les pays en développement, la

Bétail au Brésil. Kelly Sato/Flickr

Impacts de l'élevage industriel et des industries de matières premières sur les forêts, le changement climatique, les paysans et les communautés

Novembre 2016 | globalforestcoalition.org



demande en viande monte en flèche et l'urbanisation modifie les habitudes alimentaires des gens. Cette évolution menace donc de faire grimper la demande en terres cultivables et d'augmenter l'utilisation d'engrais, d'entraîner une diminution des forêts tropicales et un accroissement des émissions des gaz à effet de serre.

La viande est en particulier un objet de préoccupation. Selon les chiffres de la FAO, la viande et la production de lait de vache constituent les pires coupables quant au changement climatique, responsables respectivement de 41% et de 20% des émissions du secteur de l'élevage. Ceci est dû en partie au fait que l'élevage extensif est un vecteur important de la perte des forêts et de la biodiversité, en particulier en Amérique Latine où a lieu la majeure partie de la déforestation. Il est estimé que les émissions de gaz de l'élevage bovin serait responsable de la moitié de toutes les émissions des gaz à effet de serre au Brésil. Nos études de cas montrent que l'impact serait du même ordre en Bolivie et au Paraguay.

Une autre tendance importante concerne le fait que les petites exploitations familiales cèdent rapidement du terrain au profit des exploitations industrielles à grande échelle, c'est en particulier le cas dans l'industrie du bétail. Au Paraguay, par exemple, le problème de la spoliation des terres des paysans et peuples autochtones au profit de l'élevage extensif et de la production de soja continue à être la principale préoccupation, y compris du fait que cela diminue systématiquement la capacité du pays à produire des aliments pour la consommation locale.

En Inde, la production domestique de volailles de basse-cour—principalement par les femmes pour leur propre consommation familiale et pour un

revenu supplémentaire— était assez répandue. Or, elle est maintenant presque totalement remplacée par un modèle industriel verticalement intégré où les paysans travaillent sous contrat pour les grandes sociétés agroalimentaires.

Des millions d'animaux sont élevés dans des conditions industrielles inhumaines, insalubres et polluantes, y compris dans les Exploitations intensives d'engraissement du bétail (CAFO en anglais) telles que les grandes exploitations laitières. Cette approche intensive de l'élevage est associée à de nombreuses questions de santé. Dans de nombreux pays, les animaux sont traités avec des hormones et des antibiotiques pour accélérer leur croissance et les consommateurs qui mangent ces produits alimentaires avalent un cocktail de pesticides, d'hormones, de parasites et/ou bactéries. La consommation inutile d'antibiotiques entraîne également le développement de bactéries résistantes aux médicaments et d'infections bactériennes incurables. La production industrielle de bétail—par exemple en Inde dans les secteurs avicoles ou au Paraguay dans la production de soja pulvérisée de pesticides—provoque également des dangers importants pour la santé publique. D'autre part, la disponibilité et la qualité de l'eau fait l'objet d'une vive préoccupation.

De nombreux impacts occasionnés par la production animale sont également dus à la quantité, à savoir que le nombre d'animaux est un facteur important pour la durabilité de tout système de production animale. Du fait de l'empreinte écologique, relativement forte des animaux de ferme, les systèmes à petite échelle et extensifs, comme le pastoralisme et les élevages familiaux, ont un impact social et environnemental, ainsi que sur la santé

et le bien-être des animaux, nettement inférieur à celui des systèmes CAFO et autres systèmes qui élèvent des milliers d'animaux. Il est donc essentiel de limiter la demande en produits de viande ou produits laitiers.

Néanmoins, les gouvernements cherchent à développer l'agriculture industrielle, y compris en stimulant le commerce international. L'inclusion de l'agriculture dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nouvellement constituée en 1995, fut un beau coup d'éclat pour les grandes sociétés agroalimentaires: en effet, inclure l'agriculture dans l'OMC signifiait que les membres de l'OMC et les nouveaux candidats devaient négocier en vue d'ouvrir leurs marchés agricoles aux importations, en créant de nouvelles opportunités de négoce pour les entreprises suffisamment importantes qui seules pouvaient accéder aux échanges commerciaux à niveau international.

Preuves en sont les problèmes politiques en Russie qui peuvent en résulter à cause du conflit entre son obligation par l'OMC d'ouvrir ses marchés et son désir d'assurer son autosuffisance alimentaire. Une tension similaire est évidente en Bolivie, où les investisseurs brésiliens ont profité des faibles coûts de la terre et des "préférences tarifaires" du libre-échange en vertu de la réglementation dans la Communauté andine (CAN).

Les gouvernements dans les pays tels que l'Inde, le Brésil et le Paraguay encouragent activement la concentration des entreprises dans le secteur de l'élevage. Par exemple, le Brésil a une soi-disant politique des "champions nationaux" favorisant les grandes entreprises qui sont censées promouvoir les intérêts du pays grâce à leur prospérité. Ceci a entraîné la ruine de nombreux petits abattoirs et rendu

la vie beaucoup plus difficile pour les petits éleveurs de bovins devenus captifs des grands abattoirs qui leur payent des prix plus bas et grignotent leurs profits.

Un autre exemple, en Inde, le phénomène de "Tysonisation" du secteur avicole : l'introduction du modèle d'intégration verticale où l'entreprise (Tyson originaire des USA) contrôle tous les aspects de la production. Dans la pratique, cela signifie qu'elle est propriétaire de chacun des millions de poussins avant leur éclosion jusqu'au jour où ils sont abattus, alors que ce sont les paysans, sous contrat, qui effectuent la plus grande partie du travail et qui assument les risques si les choses tournent mal.

Cette concentration dynamique des grandes entreprises se manifeste maintenant à l'échelle mondiale. En effet, l'agriculture industrielle est menée par le biais de "chaînes de valeurs mondiales" qui forment près de 80% du commerce international. Cette situation est exacerbée par le fait que les négociations de l'OMC n'ont pas réussi à mettre fin aux subventions des exploitations agricoles à grande échelle des USA et de l'UE. Ceci a

provoqué un double défi pour les paysans non subventionnés dans les pays en développement qui doivent rivaliser avec des produits provenant de gros agriculteurs industriels ailleurs dans le monde alors que ces derniers profitent déjà d'économies d'échelle et sont aidés financièrement par leurs gouvernements.

Etant donné les nombreux impacts négatifs du secteur de l'élevage industriel, il est paradoxal que le secteur de l'élevage favorise la promotion d'une "intensification durable" accrue de ses opérations comme étant la solution aux problèmes tels que le changement climatique ou la faim. Pour autant, de plus en plus d'études indiquent que les changements proposés ne peuvent éviter l'échelle prévue de la demande en viande et produits laitiers. De même, les propositions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à l'élevage, par le biais de la comptabilisation du carbone ou même des marchés du carbone, n'arriveront pas à résoudre les nombreux impacts sociaux d'une production animale non-durable ainsi que les impacts sur l'eau, la biodiversité et le bien-être des animaux.

Ces approches ignorent également l'essence même de l'agriculture durable : maintenir l'équilibre entre la production d'aliments, les cultures, les pâturages et la régénération des sols tout en préservant les écosystèmes et la coexistence avec les forêts.

Il existe déjà de nombreuses pratiques alternatives, y compris l'agroécologie, l'agrosylviculture, les pratiques de pastoralisme traditionnel, qui renforcent la conservation des forêts et la restauration des terres pour la production animale traditionnelle et avec des races autochtones. Ce qui signifie que nous pouvons rapidement passer à des modes de production et de consommation divers et à une nourriture saine pouvant fonctionner pour les familles et les communautés, créant des emplois et des moyens de subsistance, en harmonie avec notre environnement.

La réforme de la production animale et de la consommation sont susceptibles de produire des effets réellement significatifs largement positifs et ce avec une facilité relative. En ce qui concerne le changement climatique, passer à une diète plus saine avec moins de viande, en la combinant avec une réduction du gaspillage de la



Policiers protégeant des opérations de pulvérisation des récoltes contre des manifestations de communautés locales au Paraguay. Luis Wagner/CIC

nourriture et l'amélioration de la production animale, permettrait de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050.

Néanmoins d'autres mesures sont nécessaires afin de résoudre les nombreux autres problèmes importants à niveau social, environnemental, de la santé et du bien-être des animaux, occasionnés par la prise de contrôle des grandes entreprises sur le secteur de l'élevage.

Les réformes fiscales devraient renforcer une production animale durable et soutenir la consommation. Celles-ci doivent inclure une réorientation des subventions et d'autres formes d'aides économiques vers des méthodes de production animale durables conformes aux objectifs d'Aichi de la Convention sur la Biodiversité. Il est particulièrement important d'éliminer les avantages pervers, qu'ils soient légaux, fiscaux ou autres, pour les chaînes de produits de

base comme celles qui produisent de la viande ou des aliments pour animaux de façon non durable et qui sont les principaux responsables de la perte des forêts.

Il est essentiel que les gouvernements soutiennent les politiques qui renforcent la prise de conscience et la capacité en relation avec les pratiques d'élevage durables et qui facilitent les modèles alternatifs de production—comme les coopératives et les collectifs de paysans en Inde. Elles doivent également respecter les droits des paysans et fournir un meilleur appui aux producteurs d'aliments à petite échelle, existants ou nouveaux, en mettant l'accent sur les questions de genre.

Il est également primordial de réformer d'autres structures de gouvernance, pratiques commerciales et politiques. Ce qui doit inclure le développement et la mise en oeuvre d'une législation stricte interdisant les

pratiques d'élevage qui polluent l'environnement, ont des normes de travail peu consistantes, augmentent l'écart entre les hommes et les femmes, accaparent les terres, engendrent des risques pour la santé et maltraitent les animaux. Les CAFO doivent être interdites et il faut introduire, renforcer et/ou faire appliquer des normes contre la pollution due à l'élevage, y compris des règlements stricts sur l'utilisation des antibiotiques.

En général, il est capital de changer la façon dont les sols et les ressources productives sont utilisées, en récupérant les terres et les modèles traditionnels de gestion de la terre tout en administrant les terres agricoles et les pâturages de manière judicieuse au bénéfice de l'ensemble de la population avec une distribution équitable des ressources productives afin de satisfaire la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et une alimentation saine.



Les vaches locales en Inde disparaissent rapidement et d'autres races sont importées. Ashlesha Khadse



Des femmes autochtones des forêts en Indonésie travaillant dans une parcelle de semis d'arbres. Martinus Sinani

L'enjeu ? Le coût réel de la viande

Publié en novembre de 2016 par Coalition Mondiale des Forêts

Auteurs : Ronnie Hall et Mary Louise Malig

Révisé par : Ronnie Hall et Michael Braverman-Scult

Design par : Oliver Munnion

Auteurs des études de cas :

Bolivie : Pablo Solón et Jose Carlos Solón, Fondation Solón, Bolivie

Brésil : Sergio Sclesinger, consultant pour FASE Brésil

Inde : Ashlesha Khadse, Centre d'Agroécologie Amrita Bhoomi, Ecole de formation en agroécologie de La Via Campesina en Asie du sud

Paraguay : Ines Franceschelli et Miguel Lovera, Heñói Jey, Paraguay

Russie : Svetlana Abramovich, Les Amis des forêts sibériennes, Russie

a

Ce rapport a été possible grâce au soutien de Misereor. Les opinions exprimées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles de nos donateurs.

MISEREOR
IHR HILFSWERK